

1^{er} MAI 2013 :

sous le signe de la lutte contre l'austérité, pour l'emploi et le progrès social

Encore une fois, les services publics et la Fonction publique sont les cœurs de cibles des choix d'austérité que le gouvernement développe contre l'intérêt général, celui des salariés, des privés d'emplois et des retraités qui constituent l'immense majorité de la population.

Peu importe que ces socles de démocratie et de justice sociale constituent des instruments essentiels de solidarité et de réponses aux besoins du plus grand nombre !

Les fonctionnaires qui s'emploient à les faire vivre au quotidien au prix d'une dégradation sans précédent de leurs conditions de vie au travail sont régulièrement jetés en pâture à la vindicte publique, accusés d'être trop coûteux, pas assez flexibles, pas assez enclins à accepter les reculs sociaux.

Le changement, comme les autres salariés, ils n'en voient pas la couleur, confrontés qu'ils sont à la poursuite des suppressions d'emplois, aux difficultés croissantes d'accomplissement de leurs missions, au blocage de leurs rémunérations et aux tentatives de liquidation du statut général des fonctionnaires.

Et comme la facture n'était déjà pas assez lourde comme ça, les nouvelles trouvailles gouvernementales ambitionnent d'aggraver leur situation. La Modernisation de l'action publique (MAP), l'acte III de la décentralisation et, plus particulièrement pour la DGFiP, la démarche stratégique, sont les nouveaux supports destinés à poursuivre l'œuvre de régression sociale et de recul de la démocratie.

Alors que les besoins de changements profonds se font chaque jour plus évidents, la politique gouvernementale met délibérément ses pas dans les ornières du libéralisme le plus éculé.

Et tout ça, pourquoi ?

Pour permettre à la minorité des plus riches de continuer à remplir ses coffres forts et pour donner priorité aux prétendus preneurs de risques à qui le 1^{er} ministre promet tout son soutien.

Les risques ? Quels risques ?

- ◆ Ceux des actionnaires qui liquident les entreprises et services dans le seul but de placements plus juteux ?
- ◆ Ceux des affairistes qui jouent en bourse le sort de milliers de salariés ?
- ◆ Ceux d'un patronat qui trépigne d'impatience à disposer de salariés flexibles et licenciables à merci, dépourvus de moyens de défense comme le gouvernement est en train de lui en offrir la possibilité avec la transposition dans la loi de l'ANI ?

Montreuil, le 24 avril 2013

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfiip.finances.gouv.fr • dgfiip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

Qui peut croire à cette fable sinistre !

Ces choix là, car ce sont bien des choix, ce sont ceux qui, d'un bout à l'autre de la planète, plongent les peuples dans la misère et la récession. Il ne sont pas des choix de lutte contre la finance. Ils sont au contraire des choix de soumission à ses objectifs.

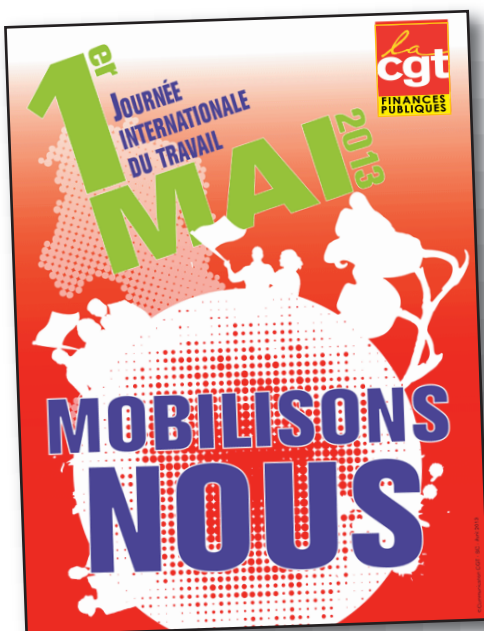
CHANGER LA DONNE, ÇA NE PEUT DEPENDRE QUE DE NOTRE RASSEMBLEMENT ET DE NOTRE INTERVENTION.

La solution c'est de nous rassembler, de construire ensemble nos revendications, de décider d'actions multiformes à tous les niveaux pour les faire aboutir.

A la DGFIP c'est à cet objectif que répond la démarche proposée par les organisations syndicales avec le manifeste de l'agent des Finances publiques dont la signature en ligne doit s'amplifier et la tenue d'Etats généraux sur la base de cahiers revendicatifs élaborés dans chaque service et qui ont aussi vocation à ouvrir sur des actions collectives.

Ce 1er mai 2013, jour de mobilisation solidaire internationale de tous les travailleurs, s'inscrit pleinement dans cette volonté de rassemblement et d'action que nous engageons à la DGFIP.

- ◆ Avec l'ensemble du monde du travail, plaçons le sous le signe de la lutte contre l'austérité, pour l'emploi et le progrès social ;
- ◆ Participons massivement aux rassemblements et aux manifestations.



Journée internationale du travail

Un 1^{er} Mai de solidarité et d'exigences.

En France et dans le monde

Pour le progrès social, mettons les pieds dans le plat !